



MONDE

Le climat à la recherche d'un nouveau souffle politique



— Hier, à la COP23 à Bonn, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont affiché leur volonté commune d'agir contre le dérèglement climatique.

— Cette impulsion politique redonne un peu d'espoir alors que les mauvaises nouvelles s'accumulent.

Bonn
De notre envoyée spéciale

C'était le moment politique de la COP23, qui en manquait cruellement jusque-là. Hier, à la tribune de la conférence climat – qui se tient à Bonn jusqu'à demain – Angela Merkel et Emmanuel Macron ont affiché leur intention d'agir ensemble, et de manière volontariste. Pour la chancelière allemande, la lutte contre le dérèglement climatique est « *le défi majeur* », celui qui « *détermine notre destin en tant qu'êtres humains* ». Pour le président français, « *le seuil de l'irréversible a été franchi* », avec un réchauffement « *qui ajoute de l'injustice à l'injustice, de la pauvreté à la pauvreté* », touchant d'abord

« *les plus fragiles* ». Emmanuel Macron a d'ailleurs assumé la responsabilité des pays riches et de l'Occident, concluant son intervention à Bonn par ces mots : nos pays « *ont imposé leur universel* », ils ne doivent pas imposer au reste du monde « *leur propre tragédie* ».

Les mots et le symbole sont puissants. D'autant que le chef de l'État français a donné plusieurs impulsions, dans la perspective du sommet climat qui se tiendra à Paris le 12 décembre : il a tout d'abord invité l'Europe à compenser les financements du Giec (groupe d'experts intergouvernemental sur le climat) menacés par le retrait américain, tout en assurant que la France « *sera(it) au rendez-vous* ». Il a également appelé à la mise en place d'un prix plancher du carbone dans l'UE, à 30 € la tonne, seule façon, selon lui de « *changer les comportements* ». Il s'est montré déterminé à prendre en compte les objectifs climatiques dans les politiques commerciales et à encourager l'innovation en matière de stockage de l'énergie renouvelable.

« *Le couple franco-allemand a une vraie force, il peut redonner une impulsion réelle* », estime David Levaï, directeur climat à l'Iddri (Institut du développement durable et des rela-



Emmanuel Macron et Angela Merkel ont pris la parole hier à la tribune de la conférence climat à Bonn. Martin Meissner/AP

tions internationales). C'est aussi le sentiment de Bettina Laville, qui fut conseillère environnement de Lionel Jospin et de François Mitterrand et préside aujourd'hui le Comité 21, un réseau d'acteurs pour le développement durable. « La France, qui a présidé la COP21, a un rôle de leader sur le climat et l'Allemagne est la première économie de la zone euro. Ces deux pays peuvent jouer un rôle de locomotive et entraî-

ner les pays du Sud de l'Europe dans leur sillage. Ces derniers souffrent déjà des conséquences du réchauffement, sécheresses à répétition, incendies monstres et afflux de réfugiés. »

L'espoir est là, mais guère palpable encore, notamment parce qu'Angela Merkel voit sa légitimité sur le climat contestée, à cause du poids du charbon dans le pays (La Croix du 7 novembre). À Bonn, hier, les ONG étaient venues le lui rap-

porter. Sur les banderoles des militants, des slogans accueillaient les milliers de participants : « Arrêtez le charbon ! », « Laissez-le dans le sous-sol » ou « Arrêtez de financer les énergies fossiles ».

Dans son discours, hier, la chancelière a toutefois repris à son compte l'objectif d'une neutralité carbone à l'horizon 2050, tout en reconnaissant la difficulté à changer de modèle, notamment du point de vue social et de l'emploi. Largement insuffisant pour les ONG, qui ont toute de suite dénoncé son manque d'ambition sur le charbon.

Au-delà du cas allemand, l'atmosphère ces derniers jours n'était pas à l'élan politique. Deux ans après l'élan de la COP21 et l'adoption historique de l'accord de Paris (lire les repères), le leadership climatique apparaît émiétté. Et si chacun salue le fait qu'une conférence climat soit présidée par les Fidji, archipel vulnérable, on fait aussi remarquer, dans les couloirs, que le pays n'a pas les épaules pour pousser à l'action les mastodontes de l'économie mondiale. « Il nous manque un Fabius », confie un fidèle des COP,

« L'Allemagne et la France peuvent jouer un rôle de locomotive et entraîner les pays du sud de l'Europe dans leur sillage. »

en référence au rôle joué à l'époque par l'actuel président du Conseil constitutionnel. Il manque surtout le moteur sino-américain, qui avait été déterminant pour aboutir à l'accord de Paris. Deux ans après, les États-Unis de Trump ont tourné le dos à l'accord ; la Chine a certes démontré qu'elle restait aux avant-postes de la transition bas carbone mais son attitude n'est pas dénuée d'ambiguïté, remarquent plusieurs experts, qui suivent de près les négociations.

« Le pays avance vite, il a annoncé l'arrêt du développement, qui était planifié, d'une centaine de

repères

L'accord de Paris très mal engagé

L'objectif de l'accord de Paris : rester sous 2 °C voire 1,5 °C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. À ce stade, les engagements des pays conduisent plutôt à plus de 3 °C.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), 2017 devrait être l'année la plus chaude jamais recensée en l'absence du phénomène El Niño.

Les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère, responsables du réchauffement, ont atteint un niveau record en 2016, indique aussi l'OMM.

Les émissions de CO₂, elles, sont en hausse de 2 % après trois ans de stabilité, selon une étude du Global Carbon Project.

Hier, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde contre la poursuite des investissements dans les énergies fossiles qui promettent « un avenir insoutenable ».



centrales à charbon, il investit massivement dans les renouvelables, souligne ainsi Stéphane His, de l'Agence française de développement. *Mais ici, la Chine se présente dans le camp du Sud, revendicatif vis-à-vis de l'Occident et de sa responsabilité historique dans le réchauffement... alors même qu'elle est devenue le premier émetteur de gaz à effet de serre!* Difficile, dans ces conditions, d'incarner le leadership dont la conférence climat a tant besoin.

Cette fracture Nord-Sud, ravivée à Bonn par d'autres pays, fragilise l'édifice bâti en 2015. *« Ici, on est plus dans l'esprit de Kyoto que dans celui de Paris »*, résume, amer, le spécialiste de l'AFD, en référence au protocole de 1997. *« Il y a malheureusement beaucoup de jeux de rôles, de postures, entre des pays du sud qui appellent à la solidarité et des pays du nord qui craignent de devoir mettre la main au portefeuille »*, confirme Lucile Dufour, du RAC, le réseau action climat.

Une régression qui ne manque pas d'inquiéter alors que sur le front climatique, les nouvelles sont mauvaises : émissions de CO₂ qui repartent à la hausse, records de chaleur en 2016 et 2017, probabilité croissante de ne pouvoir contenir le réchauffement sous les 2 °C (*lire les repères*). En début de semaine, 15 000 scientifiques ont lancé un nouveau cri d'alarme. *« C'est une course contre la montre »*, a lancé

en écho Laurent Fabius mardi, sur le pavillon français de la « Bonn zone ». Tout juste nommé « haut référent » de l'ONU Environnement, il estime que *« ce n'est pas fichu mais il faut agir, tous ensemble et dans tous les secteurs car c'est dans les trois ans que les choses vont se jouer »*.

Du point de vue technique, certaines discussions ont avancé à la COP23. *« Les règles de l'accord de Paris se dessinent sous nos yeux »*, note Lucile Dufour, au RAC, à propos *« des décrets d'application »* qui permettront au traité d'être appliqué à partir de 2020 ; certaines initiatives, comme la « plateforme 2050 » lancée par l'ancienne championne française du climat, Laurence Tubiana, et destinée à planifier la transition bas carbone à long terme, se mettent en place dans plusieurs pays : Éthiopie, Mexique, Nouvelle-Zélande, etc. En parallèle, les « acteurs non étatiques » – villes, régions, ONG, entreprises, fondations, etc. – ont montré leur capacité de mobilisation durant cette COP, notamment les Américains.

Il en faudra plus pour être à la hauteur des enjeux. Et les 25 chefs d'État et de gouvernement qui se sont succédé à la tribune hier devront aller bien au-delà des mots. Pour mener de manière ambitieuse le combat climatique, les yeux se tournent aujourd'hui vers l'Europe, couple franco-allemand en tête.

Marine Lamoureux